

Synthèse régionale

La reprise économique se fait attendre

Sandra Bouvet, Insee

L'année 2014 est encore marquée par la crise. Le secteur de la construction est particulièrement affecté tant par les destructions nettes d'emploi que les défaillances d'entreprises ou le nombre, en berne, de mises en chantier. L'emploi salarié se stabilise mais 8,9 % des actifs demeurent au chômage. Globalement le revenu des exploitations agricoles se maintient mais les situations divergent selon les activités.

Nouvelle dégradation sur le front de l'emploi

En Auvergne, en 2014, l'emploi salarié se stabilise. Cette stabilité résulte de créations nettes d'emplois dans le tertiaire marchand contrebalancées par des pertes dans la construction (-3,1 %) et l'industrie (-0,9 %). L'emploi salarié progresse ainsi suite à des créations dans les services aux entreprises et aux ménages. La Haute-Loire et le Puy-de-Dôme font partie de la vingtaine de départements français dont l'emploi salarié est plus important en 2014 qu'en 2013. En revanche, l'Allier et le Cantal continuent de souffrir de destructions d'emplois.

Après être devenue moins tendue au cours du second semestre de 2013, la situation sur le marché du travail se dégrade à nouveau en 2014. Ainsi, en fin d'année, 8,9 % des actifs auvergnats recherchent un emploi soit, comme au niveau national, une progression de 0,4 point par rapport à l'année précédente. Les demandeurs d'emploi les plus âgés et ceux à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an sont les plus touchés par cette dégradation.

Moins de mises en chantier et baisse des autorisations de construction

La dégradation de l'emploi dans le secteur de la construction s'explique, en partie, par le recul des mises en chantier. Ainsi, en Auvergne, 5 400 logements sont commencés en 2014, soit 16,9 % de moins que l'année précédente. Cette diminution est sensiblement plus importante qu'au niveau métropolitain (-11,0 %). De plus, les autorisations de constructions de logements

continuent de décroître au cours de l'année, laissant penser que la situation ne devrait pas s'améliorer en 2015. En 2014, contrairement à l'année précédente, les surfaces de locaux industriels sont en net recul. En revanche, tout en restant à un niveau modeste, les ventes de logements neufs sont reparties à la hausse.

Moins de créations et de défaillances d'entreprises

En 2014, 8 140 entreprises sont créées en Auvergne, soit 1,5 % de moins qu'en 2013. A contrario, les créations augmentent au niveau métropolitain. C'est encore dans la construction que la diminution est la plus forte (-12,9 %). À l'inverse, les nouvelles entreprises sont plus nombreuses pour les services aux particuliers (+8,8 %). Vis-à-vis de 2013, les créations d'auto-entreprises sont plus importantes alors que les autres formes de créations sont en retrait.

Le bilan régional est mieux orienté concernant les défaillances d'entreprises. Elles sont nettement en retrait par rapport à 2013 (-5,4 %). Cette diminution tranche avec la quasi-stabilité nationale (-0,7 %). En Auvergne, le recul des défaillances est particulièrement élevé dans l'industrie (-28,1 %). En revanche, elles augmentent dans la construction et les services.

Une mauvaise année pour le tourisme auvergnat

En 2014, les touristes effectuent 2 085 790 séjours dans les hôtels auvergnats. Le nombre de nuitées est en recul de 3,4 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse est plus marquée qu'au niveau national (-1,4 %). À l'inverse, la fréquentation dans les campings s'améliore (+1,3 %) grâce à un allongement de la durée moyenne de séjour. L'activité 2014 est soutenue par la clientèle française, les touristes étrangers délaissant notamment les campings régionaux. La Haute-Loire est le département auvergnat où le tourisme souffre le plus : le nombre de

nuitées recule tant dans les hôtels (-5,9 %) que dans les campings (-5,0 %).

Difficultés persistantes dans les transports

En 2014, les immatriculations de véhicules neufs diminuent toujours (-1,5 %) alors qu'elles sont stables au niveau national. Par rapport à 2009, elles chutent ainsi de 27 %.

Quant au transport routier, le trafic interne à la région est dynamique, mais les entrées de marchandises dans le territoire se tassent à nouveau.

Le trafic aérien continue de progresser à un rythme toutefois plus modéré que par le passé. Cette croissance est portée par les services rendus sur lignes internationales alors que les lignes nationales assurent une activité en léger recul.

Des situations contrastées dans l'agriculture

En 2014, les résultats des moyennes et grandes exploitations auvergnates seraient stables. Toutefois, le coût des intrants nécessaires aux productions agricoles est en retrait tant pour les aliments des animaux, l'énergie que les engrais. Cette baisse de coûts ne compense pas systématiquement les baisses de valeur de certaines productions.

Les éleveurs laitiers bénéficient d'un contexte favorable dû à l'augmentation du prix du lait. En revanche, l'année 2014 est une année noire pour la production porcine, en France, comme en Auvergne.

Dans la région, les rendements des cultures végétales sont à un niveau satisfaisant. Toutefois, la qualité du blé est médiocre à cause d'un épisode exceptionnel de pluie début juillet. Les prix de vente moyens des productions végétales continuent de chuter en 2014. Le coût des intrants recule permettant ainsi une stabilité des revenus des exploitations.

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

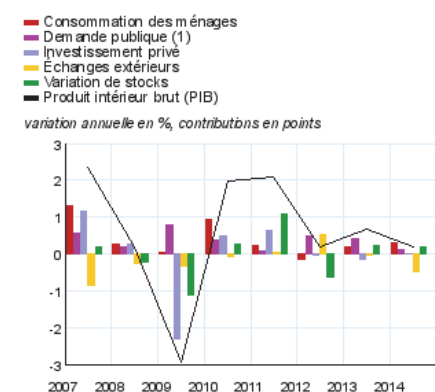
Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013.

1 Évolution du PIB en volume et contribution à cette évolution



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 % après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (- 0,7 % après + 0,5 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 2,1 % après + 2,2 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2012	2013	2014		
Produit intérieur brut (PIB)	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,2	2 060,9	+ 0,2
Importations	+ 0,7	+ 1,7	+ 3,8	630,1	- 1,2
Consommation effective des ménages, dont :	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,9	1 464,8	+ 0,7
- dépense des ménages	- 0,3	+ 0,4	+ 0,6	1 094,9	+ 0,3
- dépense individualisable des administrations	+ 1,5	+ 1,6	+ 1,6	546,0	+ 0,4
Consommation collective des administrations publiques	+ 1,4	+ 1,9	+ 0,8	175,9	+ 0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	+ 0,2	- 0,6	- 1,2	443,1	- 0,3
- entreprises non financières	- 0,2	+ 0,5	+ 2,0	248,8	+ 0,2
- ménages	- 2,1	- 1,5	- 5,3	98,8	- 0,3
- administrations publiques	+ 1,8	+ 0,1	- 6,9	75,2	- 0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	- 0,6	+ 0,2	+ 0,2	10,0	+ 0,2
Exportations	+ 2,5	+ 1,7	+ 2,4	593,6	+ 0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.